

## **Après les attentats, les entreprises réfléchissent à la " gestion de crise " (FIRPS)**

Paris, 19 jan 2016 (AFP) -Les attentats de novembre 2015 à Paris ont poussé de nombreuses entreprises à s'intéresser à la " gestion de crise ", selon les professionnels de la prévention des risques psychosociaux réunis mardi au salon " bien-être et santé au travail " à Paris.

" Après les attentats de novembre qui ont fait des victimes directes parmi les collègues de nombreux salariés, et qui ont eu un impact plus fort dans les entreprises que ceux de janvier, nous avons été noyés sous la demande et nos consultants sur-mobilisés ", a expliqué François Cochet, président de la fédération des intervenants en risques psychosociaux (FIRPS) lors d'un point presse.

" Les entreprises se sont senties engagées et ont pris rapidement des initiatives. Elles ont commencé à réfléchir sur la gestion de crise et en ce sens les attentats ont contribué à une prise de conscience ", a-t-il ajouté.

" 80% des appels dès le week-end (qui a suivi les attentats du 13 janvier, ndlr) étaient des chefs d'entreprises qui souhaitent mettre en place une aide pour leurs salariés ", a précisé Christophe Rey, vice-président de la FIRPS, créée il y a cinq ans et qui compte une vingtaine d'adhérents pour environ 500 consultants.

" Il n'y a pas eu de rationalité, ça a concerné tout le monde et ouvert de nouvelles questions " dans un contexte violent, pouvant se reproduire, a-t-il ajouté.

" Nous avons répondu à chaud par des moyens d'écoute et de soutien psychologique en allant à la rencontre des salariés ", a détaillé de son côté David Mahé, président de Stimulus, un des plus anciens cabinets spécialisés du genre créé en 1989.

Comme dans les cas de mort violente ou de braquage, cette aide s'est aussi traduite par " un travail de fond, plus à froid, comme un conseil au management sur les comportements à adopter, les discours à tenir, le langage à utiliser " ou le renforcement du " collectif " et de la " solidarité " au sein de l'entreprise par le biais de groupes de parole, selon M. Mahé.

ls/jg/nas

Tous droits réservés AFP Economie 2016

317195EE5C70B80B91B85A39460E21211772812422504FF65BC998C